

MEETING

par Natacha Michel

Un meeting d'ordinaire est une parole qui se mange froide. L'atmosphère de «*kermesse, de championnat du monde, et de menace*» dont parle Malraux dans «*Le temps du Mépris*» est aussi révolue que l'époque qui l'a vu naître. J'aime les meetings de l'UCF: ils nous sont contemporains. Propres aux temps où la «*militance*» n'est pas ralliement à des forces constituées, étatiques et parlementaires, où il ne s'agit pas de faire semblant ni de faire pression, ce groupe expose dans sa vérité et sa nudité ce qui est possible - c'est-à-dire impossible aux yeux communs -: la subjectivité de processus organisés intra militant et intra populaire. Cette poignée significative ne refait pas le monde, au sens où on lui referait le nez, mais fait de la politique quelque chose qu'on n'a pas vu ni entendu ailleurs. Le nombre n'est pas ce qui importe quand on se donne cet objet, ou à ce stade. Pour cet article, voyez ailleurs. A ces gens-là, de l'UCF, la politique est une donnée nouvelle. C'est même une conclusion qu'ils tirent de l'énorme crise du marxisme qu'ils furent les premiers à référer ainsi: que celle-ci laisse sur la rive dévastée la possibilité d'une politique prolétaire. Non que la crise du marxisme soit ce qui épargnerait cette politique et la laisserait intacte, mais au contraire qu'elle l'ait fait naître. Il ne s'agit donc pas de refaire, mais de faire. Toute correspondance avec une perpétuation, une continuité avec un mouvement révolutionnaire et ouvrier défunt, est à leurs yeux abusive et abusée. Il s'agit d'être de maintenant.

Et ce meeting, cette assemblée plus proche de la séance, d'une exposition aisée et ferme d'idées et d'actions par ceux qui s'en font les auteurs, ne confondait rien. Ni l'ancien et l'actuel, ni la tribune et la salle, ni la politique et les politiques. La seule qui vaille et qui organise ce qu'ils nomment la capacité politique prolétaire ou populaire, se trouvait là présente et non représentée. Et ces quelques heures, nommées meeting, partagées entre des interventions et un promenoir où les processus de cités et de villes étaient sur des murs,

examinables, - on s'interrompit, on fût, on discuta, on entendit à nouveau - leur aise, leur intérêt, voilà qu'ils s'étaient de se placer hors du parlementarisme, de l'adoration du représentant ou du délégué, du syndicalisme. En ceci heures non archaïques, non singées, - ou imaginant une autre scène qui n'est pas, ou la possibilité de la parcourir d'un fil de critique de tous les «*oui-mais*» -, mais contemporaines, je le disais, de ce dont l'UCF se distingue: le mitterrandisme, le consensus de crise - ou, ce qui est (presque) la même chose, le dé-consensus de crise.

Le meeting était centré sur l'activité des groupes pour l'unité français-immigrés. Il y avait là des ouvriers (immigrés et français), des militants, quelques étudiants, de rares intellectuels. C'était là la dimension d'avant-garde que ce groupe affirme. C'est sans doute pourquoi ce dont il fut parlé, le train auquel les choses étaient dites, prit cette allure directe et profonde; le discours tenu n'étant guère le double, l'arrangement (au sens où une musique est arrangée) d'un autre discours plus précis, mais ce discours lui-même, complexe, qui faisait du meeting un lieu de trouvaille, et de travail, proche de celui que les militants font quotidiennement.

Ce qui fut dit. Les comités populaires anti-capitalistes, exacts et singuliers, indiquèrent l'inflexion de leur travail à propos des français; car, dans les cités, ce qui se passe est qu'aujourd'hui, se poser la question d'un peuple multinational, c'est savoir pour les français ce qu'il s'agit d'être; quel sens possède hors du chauvinisme cette situation-là. Prenait corps ce qui était signifié ici par avant-garde: loin de ce qui fut entendu, légitimation d'un programme, ou d'une activité, mais le fait irréductible qui consiste de partir de ce que les gens pensent, de là où ils en sont et des processus politiques engagés qui les organisent. Les groupes pour l'unité des français et des immigrés, saisissent cette question dans son actualité: à savoir quand il est avéré que la question des droits est entrée dans sa phase de socialisation, dans son cycle parlementaire, avec les mesures prises sous Mitterrand. Prôner l'unité des français et des immigrés ne consiste plus à brandir un quelconque anti-racisme formel, ou réclamer une inconditionnelle régularisation des sans-papiers. Ces mots d'ordre ne saisissent rien d'autre que le passé

des mouvements, qui, quand il est brandi, n'a pour but politique que d'exercer une pression sur les autorités en place, et d'appeler à ce que l'État-P.S. opère une intégration dont le versant syndicaliste appartient à son compère le P.C.F. (Aulnay étant en ce sens le point contradictoire qui délimite un avant et un après), et dont le versant associatif dépend du P.S. lui-même. L'unité français-immigrés, c'est une autre attitude qui part de processus de conscience en terme d'avant-garde et de politique, de processus de conscience où sont manifestés que ce que pensent les gens, français et immigrés, porte actuellement moins sur les droits que sur la question des ouvriers précaires. Et que cette question qui concerne la vision ouvrière et populaire de la chose est étrangère à la figure ancienne des droits, dont la régularisation est la modalité d'État.

La nouvelle question démocratique c'est aussi bien chez les français que chez les immigrés, la division, les formes de conscience qui se manifestent quant à l'existence même des ouvriers précaires. (Nous renvoyons ici à ce qu'en disent dans ce même numéro des paysans de l'Aude).

C'est donc par exemple la question du regroupement familial, quand aujourd'hui elle est soumise aux exactions des municipalités, à une municipalisation qui agite à ce propos la présence de la crise. D'autant plus que le regroupement familial signifie la fin de la précarité et la possibilité pour les immigrés de demeurer.

Dans cette vision des choses, les groupes pour l'unité français-immigrés affirment le caractère inconditionnel du regroupement familial. Tout autant qu'ils s'opposent au P.C.F. et à la politique de répartition encore plus active que par le passé.

Cet aspect ouvrier des questions de l'actualité fut détaillé avec force dans l'intervention finale de l'UCF. Elle posa la fin du mouvement ouvrier non comme une donnée proprement historique, qu'on peut dater, mais en tant qu'une vision de l'usine. Vision de l'usine où le revendicatif est imposé comme seule dimension possible; ce mouvement ouvrier, il faut montrer comment il servait de supplément, de justification supplémentaire et hors champ en définitive au syndicalisme et

au parlementarisme, qui sont les données fondamentales de l'État que nous connaissons. Lui était opposé une autre vision, celle de la possibilité d'une politique d'usine, fondée sur ce que pensent les ouvriers et leurs rapports entre eux, nommée Débat Ouvrier. Ici, dans l'ouverture de ce qui est la réalité, l'usine devenait la base de tout travail politique, le lieu où peut se déployer une possibilité politique qui se distingue de l'État.